

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.00/385

1^{er} septembre 2000

(00-3428)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des affaires économiques L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information, Point d'information OTC-OMC des CE
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Électricité
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Règles en rapport avec la dénonciation de l'Accord d'assistance mutuelle au sein du secteur de la production d'électricité et avec la participation au capital de l'exploitant du système de transport du réseau électrique national (Loi sur la transition pour le secteur de la production d'électricité)
6.	Teneur: Le texte législatif proposé revoit la distribution des engagements contractés dans le passé par le secteur de la production d'électricité. Ces engagements font intervenir des coûts non marchands résultant d'investissements et de la passation de contrats. Le texte proposé prévoit l'indemnisation de certains coûts par une allocation de fonds supplémentaire. Il n'est pas exclu que l'article 12 de ce texte contienne des règlements techniques au sens de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce. L'article 12 attribue de la capacité de transport aux fins de l'exécution des contrats d'importation existants.
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: La distribution des coûts non marchands permet d'assurer une transition en douceur du secteur de la production d'électricité vers un marché libéralisé. Les règles relatives à l'attribution de capacité de transport sur le réseau transfrontière (article 12) sont nécessaires à l'exécution des contrats d'importation conclus par le passé. Le fait de réserver de la capacité de transport sur le réseau limite les possibilités de nouveaux contrats, mais mettre un terme à l'exécution des contrats existants serait une atteinte inacceptable à la sécurité juridique des entreprises de production.

8.	Documents pertinents: Loi de 1998 sur l'électricité
9.	Date projetée pour l'adoption: 15 décembre 2000 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2001
10.	Date limite pour la présentation des observations: 31 octobre 2000
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopie d'un autre organisme: